67e Année. — N° 4

Le Numéro
15 CENTIMES

BUREAUX
ET RÉDACTION :
Roubaix, Grande-Rue, 71
Tourcoing, rue Carnot, 33

Abonnem.	3 m.	6 mois	1 an
Nord & limit.	12.00	23.00	45.00
France, Belg.	13.00	24.00	48.00
Union post.	16.60	31.20	62.40

DUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

ROUBAIX : Téléph. 84; Inter, 1198. — DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX — TOURCOING : Téléph. 87

67e Année. — N° 4

MERCREDI
4
JANVIER 1922

Les ANNONCES
et les ABONNEMENTS
sont reçus
71, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tourcoing

Les incidents italo-yougoslaves de Sebenico

Dans la journée de Noël, une rixe a éclaté entre des équipages appartenant à des torpilleurs italiens et des habitants, à Sebenico, port yougoslave sur la côte de Dalmatie. Des incidents sans importance avaient déjà éclaté entre Italiens et indigènes, mais le dernier tourna au tragique : selon le correspondant du *Secolo*, la foule s'étant ruée sur les marins, vingt gendarmes yougoslaves intervinrent pour les défendre et firent usage de leurs armes contre les assaillants. Les Italiens purent regagner leur navire l'*Audace*, dans lequel se trouvait précisément M. Angelis, consul d'Italie, et sa femme. Du quai, des coups de feu auraient été tirés sur le navire ; une mitrailleuse aurait été mise en action à bord, mais il semble qu'elle a peu tiré puisque les dépêches de source yougoslave ne parlent que de quelques blessés dans la foule.

Il est toujours difficile, dans des incidents comme celui-là, de savoir comment les choses se sont passées et de déterminer les responsabilités. Quoi qu'il en soit, le gouvernement italien chargea son ministre à Belgrade d'exiger que les troupes yougoslaves de Sebenico rendissent les honneurs au drapeau italien ; que le gouverneur de la ville présentât ses excuses au consul d'Italie ; que le gouvernement yougoslave publiât et affichât dans Sebenico un manifeste exprimant ses regrets et enfin que des sanctions fussent prises contre les coupables.

Le gouvernement de Belgrade n'accepta pas ces exigences et déclara qu'il allait procéder à une enquête. M. Antoniévitch, ministre de Yougoslavie à Rome, a remis une note à la Consulta demandant d'abord que le navire de guerre italien quittât sans délai le port de Sebenico et se plaignant que les marins de l'*Audace* aient tiré sur la foule et blessé trois citoyens.

Le gouvernement yougoslave aurait manifesté le désir de porter à la fois devant la Société des Nations et devant la Conférence de Cannes son différend avec l'Italie, mais en élargissant le débat et en posant la question du traité de Rapallo.

Ce traité, en effet, n'a pas encore été exécuté : le consortium composé de représentants de Fiume, de l'Italie et de la Yougoslavie qui doit administrer le port de Fiume, n'est pas constitué ; en outre, les Italiens n'ont pas terminé l'évacuation de la Dalmatie.

Le gouvernement de Belgrade déclare qu'il croit avoir tout fait pour que l'incident de Sebenico ne nuise pas au maintien des relations cordiales avec l'Italie. Le *Corriere della Sera* se réjouit du ton amical de la note yougoslave, affirme que le gouvernement italien a le plus vif désir d'arriver à une entente et que l'application du traité de Rapallo ne permettra plus à des conflits de ce genre d'éclater.

En France, on ne peut que s'associer de tout cœur à ce vœu. Mais espérons que nous n'interviendrons en aucune façon dans cette affaire ; nos tentatives de médiation entre l'Italie et la Yougoslavie nous portent trop peu bonheur ! Comment s'empêcher enfin de remarquer que si des marins ou des soldats français étaient mêlés à un incident comme celui de Sebenico, une partie de la presse italienne tonnerait contre l'impérialisme français ?

F. G...

LE NOUVEL AN A L'ÉTRANGER

A MADRID

Madrid, 3 janvier. — Une assistance particulièrement nombreuse assistait à la réception donnée à l'ambassade de France, à l'occasion du premier de l'an. La note dominante des discours des présidents des diverses sociétés françaises a été l'adhésion absolue à la politique générale du gouvernement français et, spécialement, à sa politique économique à l'égard de l'Espagne.

L'ambassadeur a affirmé avec force que la France avait été amenée à la rupture économique malgré elle et a exprimé le ferme espoir d'arriver à un accord pleinement satisfaisant pour les deux pays.

A LA MAISON BLANCHE

Washington, 3 janvier. — Pour la première fois depuis neuf ans, les portes de la Maison Blanche ont été ouvertes, aujourd'hui, aux visiteurs.

Tous les principaux diplomates ont présenté au Président Harding leurs vœux de nouvel an. Les chargés d'affaires allemand et autrichien ont fait leur première visite au Président Harding.

CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 3 janvier. — Les ministres se sont réunis ce matin à l'Elysée sous la présidence de M. Millerand. La séance a été consacrée à l'expédition des affaires courantes.

LE MAROC ESPAGNOL

Une interview du maréchal Lyautey. — Une erreur de l'Espagne sur la question religieuse

Paris, 3 janvier. — L'« Intransigeant » reproduit une interview accordée par le maréchal Lyautey au correspondant du journal « Barcelonais les Noticies » à Rabat.

Le maréchal a insisté sur ce point que dans les cercles espagnols on méconnaît l'autorité religieuse et politique du Sultan. Ce dernier ne peut déléguer ses droits à personne, son autorité religieuse s'étend à tous les musulmans, depuis l'Algérie jusqu'au Sahara et en matière religieuse il n'y a ni khalifat ni khalife.

De l'avis du maréchal Lyautey, la capacité du général Sylvestre n'était pas suffisante pour le poste qu'il occupait. Le général Bérenguer, par contre, a de la valeur. Il est énergique et capable. Seulement, lui aussi s'est complètement trompé au sujet de la question religieuse. Il a voulu, grâce au khalifat provoquer une sorte de schisme. Cela, le Sultan ne peut l'admettre.

Le maréchal Lyautey lui-même reçoit journellement des plaintes de fidèles contre l'hérésie suscitée par les Espagnols.

Le maréchal est persuadé que cette excitation religieuse contribue à aggraver le conflit rifain.

En réalité, le Sultan n'a délégué au khalifat que ses droits administratifs. Malheureusement on s'obstine à croire, du côté espagnol, que le maintien de l'autorité religieuse du Sultan sur tout le Maroc, est une manœuvre française pour dominer dans la zône espagnole.

C'est une complète erreur, conclut le maréchal Lyautey. L'autorité religieuse du Sultan ne sera jamais déléguée à qui que ce soit, parce que cela n'est pas possible.

AVANT LA CONFÉRENCE DE CANNES

Déclarations de M. Briand

Londres, 3 janvier. — Le « Daily Mail » publie les déclarations suivantes qui lui ont été faites par M. Briand, avant de partir pour Cannes :

La clef de toute la situation européenne est la sécurité de la France. Un pacte d'alliance entre la Grande-Bretagne et la France, un pacte que nous avons offert, que nous avons sollicité, mais que nous n'avons pas obtenu, aurait été la meilleure preuve que notre programme de construction navale n'est pas et ne pourrait jamais être dirigé contre nos amis les Anglais.

Ce serait la plate-forme sur laquelle la reconstruction de l'Europe pour être effective et durable, pourrait le mieux être basée. Conclusions d'abord et avant tout un solide pacte d'alliance entre la Grande-Bretagne et la France, auquel graduellement d'autres alliances englobant nos autres alliés pourront être rattachées peut-être selon la formule de l'accord du Pacifique. Mais le pacte franco-anglais doit être le noyau et la base de tous les autres accords.

Le « Daily Mail » ajoute que M. Briand a insisté sur la nécessité pour la France, livrée à ses seules ressources, de prendre elle-même ses mesures de garanties pour sa propre sécurité, en présence de facteurs aussi incertains dans la situation européenne, qu'une armée russe de deux millions d'hommes, et que les nouveaux croiseurs que l'Allemagne est autorisée à construire d'après le traité de Versailles, mais au sujet desquels rien jusqu'ici n'a été révélé.

Les questions qui pourront être évoquées

Londres 3 janvier. — Le « Times », dans un éditorial, passe en revue quelques-unes des questions qui seront probablement discutées à Cannes. Il estime que si comme on le dit, la Commission des réparations est d'avis que les réparations peuvent être exigées sans nuire au commerce britannique, il doit certainement être possible de concilier les demandes françaises et britanniques avec plus de succès que jusqu'à présent.

Le « Times » conclut ainsi : Si les hommes d'Etat ont sérieusement l'intention de remédier à la situation européenne, il faut qu'ils s'occupent au préalable, de rendre à l'Entente sa pleine efficacité.

Le départ de lord Curzon

Londres, 3 janvier. — Lord Curzon, accompagné de Lady Curzon et de fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, est parti directement pour Cannes, ce matin, à 8 h. 20.

L'arrivée de délégués

Cannes, 3 janvier. — M. Carteron, chef adjoint du cabinet de M. Briand, est arrivé à Cannes à 13 h. 45. Dans le train se trouvait également M. Bradbury, délégué anglais à la Commission des réparations. Ils ont été reçus à la gare par M. Armand Bernard, préfet des Alpes-Maritimes, et M. Capron, maire de Cannes.

MM. Theunis et Jaspar sont partis

Ils seront reçus, mercredi, par M. Millerand

Bruxelles, 3 janvier. — M. Theunis, président du Conseil, qui est parti, aujourd'hui, à 13 h., avec M. Jaspar, sera reçu mercredi à 16 h. 30 à Paris, par le Président de la République.

LA POLITIQUE

Comment s'amusent les Allemands

Savez-vous que Berlin n'a jamais été aussi gai que depuis la guerre? Dans tous les lieux publics de la capitale du Reich on s'amuse follement. Surtout en ces jours de fête, les théâtres, music-halls, brasseries, dancings, regorgent d'une foule bruyante qui se livre sans scrupule à toutes les folies.

Bien entendu, les plaisirs des Allemands ne sont pas très raffinés et plus d'un trahit les instincts grossiers, brutaux et dépravés.

Il est bien certain, par exemple, que les combats de boxeuses qui, en ce moment font courir le Tout-Berlin, ne sont pas une preuve d'un goût bien délicat, ni d'une âme particulièrement sensible.

Quelqu'un m'a raconté en quoi consistaient *ces combats qui rappellent la cruauté* des fêtes romaines du Cirque.

Deux femmes, jeunes, et, autant que possible, jolies, montent sur le ring qu'entourent les spectateurs et les spectatrices. Au signal, les boxeuses tapent, d'abord faiblement, puis, excitées par les cris, les appels, leurs poings redoublent de force. Les coups labourent la figure, le corps; le sang coule. C'est le signal qu'attendaient les représentants de la Kultur allemande. On les voit alors s'approcher le plus près possible et offrir aux malheureuses condamnées des primes de 500, de 1.000 marks pour qu'elles continuent le match.

Et les coups se font plus durs, le sang coule plus abondamment. Les boxeuses ressemblent à des furies. Les spectateurs applaudissent. Encore! Encore! 1.500, 2.000 marks! Encore du sang!

Enfin le gong retentit et l'une des deux femmes vient s'effondrer sur le ring, n'ayant plus figure humaine. Et tandis qu'on l'emporte à demi-morte, sa compagne trouve encore la force de cueillir les primes promises des mains gantées des Berlinois.

Après tout, me direz-vous peut-être, les Allemands s'amusent comme ils vivent : lourdement, grossièrement, cruellement. Mais, précisément, c'est bien cela qui doit nous faire réfléchir.

Nous connaissions bien l'Allemand de la guerre, celui qui commit dans nos cités et dans nos bourgs tant d'actes de sauvagerie, l'assassin des femmes, des vieillards et des enfants. Mais on nous avait tant de fois répété depuis l'armistice que cet Allemand-là, le Boche, quoi! avait disparu, que nous avions fini par le croire. Des gens bien intentionnés sans doute, mais terriblement naïfs, nous avaient assurés que l'Allemand d'aujourd'hui était un être doux, paisible, qui n'aurait pas fait de mal à une mouche.

Et voilà qu'on nous raconte que ces gentil monsieur s'offre comme distraction, entre un bock de Munich et un plat de choucroute, des combats de boxeuses, « jusqu'au sang! » Cet état d'esprit m'inquiète, car j'ai bien peur que, malgré les affirmations de ses amis complaisants — il en a chez nous, — l'Allemand ait complètement oublié de faire peau neuve.

Maurice Auber.

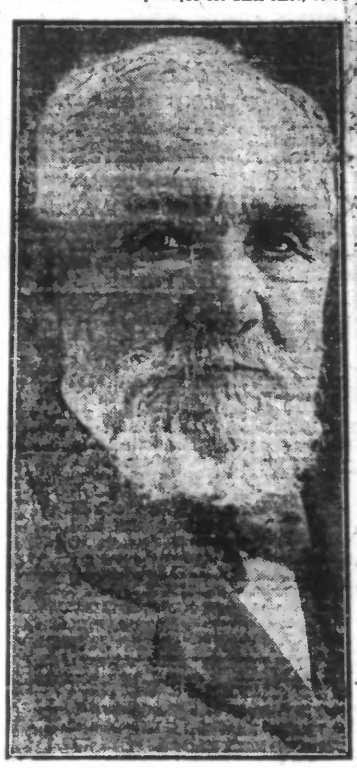
Voir, page 2, nos DÉPÊCHES de la DERNIÈRE HEURE.

LES 83 ANS DE M. LOUBET

Une interview de l'ancien président de la République

Paris, 3 janvier. — M. Emile Loubet, ancien Président de la République, vient de fêter ses 83 ans. A un journaliste qui fut le féliciter, M. Loubet manifesta son étonnement :

On pense à moi, s'écria-t-il, j'en suis touché, ému même. La vie publique est ainsi faite, et on



M. LOUBET, qui vient d'avoir 83 ans

pense à vous parce qu'on est utile, parfois parce qu'on est dangereux, et puis l'ombre vient parce qu'on ne veut plus être ni l'un ni l'autre. Pour moi, d'ailleurs, cette ombre je l'ai cherchée, je m'y complais. L'ombre est propice aux souvenirs.

Le journaliste fut ayant demandé d'évoquer quelques-uns de ses souvenirs, l'ancien Président de la République répliqua :

De quoi voulez-vous que je vous parle? De ma vie politique? J'ai toujours cherché à faire ce qui me paraissait bon et juste. C'est tout. De ma vie personnelle? Aujourd'hui je m'occupe de mon coin de terre de ma propriété de la Bégude de Marsane. Comme c'est doux. J'y vais chaque été. Voilà ma vie. De toutes les situations que j'ai occupées, celle dont il me plaît le plus de me souvenir, c'est d'avoir été maire de ma petite ville de Montélimar. Dans mon pays, je crois que je suis estimé, cela me suffit. Mais je ne veux pas exprimer mes souvenirs puisque j'ai décidé de ne pas les écrire. Cela vaudrait encore bien moins. Je vous confesserai quelque chose des innombrables discours que j'ai prononcés, je n'en ai écrit que deux. La raison: c'est qu'il fallait y glisser deux ou trois pointes assez aiguës. Comme je tenais à ce que le fer n'entre pas profondément dans la plaie, je les écrivis afin de mesurer mes paroles. Il faut être bon, voyez-vous, il faut être bon.

AU PAYS DES SOVIETS

QUELQUES PRÉDICTIONS DE LÉNINE

Riga, 13 janvier. — On mande de Moscou qu'au cours d'une séance des unions professionnelles de Moscou, Lénine a déclaré :

Nous approchons du tournant décisif. Les nouvelles que nous recevons de nos représentants dans les pays bourgeois démontrent que le capitalisme mondial projette de s'aller pour reconstituer l'équilibre économique de l'Europe, en apportant à la Russie l'aide matérielle dont elle a besoin pour renaître. Veillons, camarades, et ayons confiance dans l'avenir !

Je vous avais dit, naguère, qu'un recul stratégique et qu'un abandon momentané de certaines positions avancées étaient compatibles avec la théorie communiste. Je vous renouvelle à présent cette assurance et vous prie de ne pas oublier que si nous reculons encore cela sera pour nous fortifier, en fin de compte, sur des positions avantageuses.

Je tiens à vous annoncer que le gouvernement soviétique ne refusera pas l'aide des puissances capitalistes. Dans la situation où se trouve la Russie, ce serait une folie.

Mais nous comptons ne rien perdre de nos intérêts vitaux et ne pas permettre à nos ennemis de profiter de l'occasion pour attenter au régime instauré en Russie par la volonté des classes laborieuses.

Nous sommes prêts à faire de grands sacrifices, du moment qu'il ne peut en être autrement, mais nous préférons périr plutôt que de céder sur les points essentiels du programme communiste. Donc, soyez sans crainte et ayez confiance! L'heure est proche où le mur qui nous cache le monde s'écroulera et où nous pourrons de nouveau respirer librement.

TROTSKY MAUDIT PAR SON PÈRE

Londres, 3 janvier. — On mande de Berlin au « Daily Express » que Trotsky, premier lieutenant de Lénine et l'un des chefs les plus en vue des Soviets, vient d'être officiellement expulsé de la Synagogue, sur la proposition de son propre père, qui l'a flétri comme la « malédiction de l'humanité ».

Le correspondant du « Daily Express » donne un récit émouvant de la scène qui se passa à la Synagogue où le vieillard, tel un prophète d'Israël, appela sur son fils la malédiction du ciel.

Le « Daily Express » se demande si cette malédiction n'aura pas des résultats politiques sérieux, étant donné l'importance que le peuple russe attache à toute ce qui touche le domaine religieux.

La santé de M. Bulot

Paris, 3 janvier. — L'état de santé de M. le procureur général Bulot, renversé par une automobile, est toujours stationnaire. M. Bulot est toujours soigné à l'hôpital Beaujon, où toute visite est interdite. Il est probable qu'il sera prochainement transporté dans une clinique chirurgicale de Neuilly.

A WASHINGTON
LE DÉSARMEMENT NAVAL

La France incomprise

Washington, 3 janvier. — Les journaux publient, la plupart en première page, des communications de la République sibérienne de Tchita prétendant que la France et le Japon se seraient entendus pour faire échouer la conférence de Washington.

En regard, il est plus intéressant de signaler l'article de première page de la « New-York Tribune » écrit par M. David Jayne-Hill, disant que c'est un grand malheur pour la Conférence de Washington que la position de la France ait été incomprise. Cette incompréhension est due surtout à l'attitude de la presse américaine. Sa conséquence est que le peuple américain court le danger d'être incompris en France.

Cette importante personnalité reprend tous les arguments qui ont été donnés en notre faveur et montre l'injustice des accusations portées contre nous et nos desseins.

Un Anglais défend la thèse de la France

Londres, 3 janvier. — La « Westminster Gazette » publie une lettre dans laquelle M. Masterman, ancien sous-secrétaire d'Etat du cabinet libéral Asquith, défend la thèse de la France dans la question des sous-marins. M. Masterman déclare que si la France ne pouvait construire des sous-marins, elle serait à la discrétion de l'Angleterre. M. Masterman ajoute que sa lettre a pour but de donner une idée « des balivernes intolérables » utilisées pour porter préjudice à la France aux yeux du peuple britannique et de montrer la nécessité pour la France et l'Angleterre de rester unies et alliées.

Il conclut ainsi : « Les propositions de Washington ne seront que « folie et parade » tant que les Etats-Unis resteront hors de la Société des Nations et que l'Angleterre ne la soutiendra que faiblement.

Dans un éditorial la « Westminster Gazette » critique vivement la lettre de M. Masterman.

Il n'y a pas d'accord franco-japonais en Sibérie

UN DÉMENTI DE M. SARRAUT

Paris, 3 janvier. — On nous communique la note suivante :

Certains journaux étrangers ont fait courir le bruit, sur la foi de faux documents publiés récemment à Washington, que la France et le Japon avaient conclu des accords en vue d'une politique commune en Sibérie.

Le Ministère des Affaires étrangères dément formellement ces allégations qui ne reposent sur aucun fondement. Les documents produits à ce sujet ont été forgés de toutes pièces.

M. Sarraut, président de la délégation française à Washington, a, de son côté, adressé à M. Hughes la lettre suivante :

Monsieur le Président,

Les journaux de ce matin reproduisent le texte de prétendus documents officiels communiqués par un soi-disant délégué d'un soi-disant gouvernement de Tchita qui émaneraient d'autorités officielles françaises et desquels il résulterait que des conversations officielles auraient eu lieu ou des accords auraient été passés entre la France et d'autres gouvernements pour la réalisation d'une politique déterminée en Sibérie.

J'ai le devoir de vous faire connaître que les documents publiés constituent une grossière fabrication et que, depuis le moment où les puissances alliées faisaient en Sibérie, d'accord avec les Etats-Unis, une politique d'intervention militaire dirigée uniquement contre l'Allemagne et non dans le but d'intervenir dans la politique du peuple russe, aucun accord n'a été ni conclu, ni négocié par la France avec aucune autre puissance touchant le statut ou le sort de la Sibérie.

En même temps qu'il m'a paru nécessaire de démentir formellement ces faux bruits, j'ai le devoir de vous signaler que l'action illégale et malicieuse exercée par des représentants sans mandat et sans autorité morale de la pseudo république de Tchita, dans le but de créer des suspicions entre les puissances représentées à la Conférence de Washington, paraît ainsi directement contraire aux buts de paix poursuivis.

Sarraut.

Une réduction des effectifs de la marine en Angleterre

Selon une dépêche de Londres on dit, dans les cercles navals de Portsmouth, que la Commission d'hommes d'affaires, présidée par sir Eric Geddes préconise une réduction considérable des effectifs de la marine.

Si le projet de la Commission est adopté 35.000 officiers et marins seront congédiés.

Un tamponnement près de Nice

Dix personnes blessées légèrement

Nice, 3 janvier. — A 19 h. 45, le train 6, venant de Digne, quittait la halte de la Madeleine, dans la banlieue de Nice, lorsqu'il fut tamponné par le train 46, venant de Grasse. Le choc fut violent et les dégâts matériels assez importants pour le train tamponné.

Neuf voyageurs et un employé ont été blessés, mais l'état d'aucun d'eux n'est grave, et après pansement, les blessés regagnèrent leur domicile.

LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES EN ANGLETERRE

Le programme électoral de M. Lloyd George

Londres, 3 janvier. — Le rédacteur parlementaire du « Times » dit que dans les milieux ministériels, on considère comme certain que les élections générales auront lieu en février. Si tout va bien en Irlande et à Cannes, dit-il, on peut s'attendre à la dissolution du Parlement pour la fin de janvier. Le programme électoral de M. Lloyd George peut se résumer ainsi: transformation des épées en socs de charrue et espoir de prospérité par un effort résolu et concerté, afin d'assurer le relèvement commercial de l'Europe.

La « Pall Mall Gazette » confirme que les élections auront lieu fin février, en Angleterre. Ce journal ajoute :

A moins que des événements imprévus empêchent M. Lloyd George de mettre à exécution son plan actuel, il conseillera au Roi, dès son retour de Cannes, de dissoudre le Parlement avant le 10 janvier (date du rassemblement des Chambres); M. Lloyd George annoncera en même temps la création d'un nouveau parti national.

D'autre part, M. Mac Curdy Whip, des libéraux de coalition, a déclaré dans une interview: « Nous élevons un nouveau temple pour le parti libéral et nous espérons que M. Lloyd George l'inaugurera avec l'aide de tous les libéraux. »

LE CRIME de Boulogne-sur-Seine

LE CHAUFFEUR VLACHOS EST-IL L'ASSASSIN?

Paris, 3 janvier. — L'enquête concernant le mystérieux assassinat de Boulogne dont a été victime Mme Draycott, se poursuit activement.

Les inspecteurs de la police judiciaire se sont rendus, ce matin, au domicile du chauffeur Vlachos. A la suite de cette visite, ce dernier a été amené à la police judiciaire où M. Faralicq lui a fait subir un minutieux interrogatoire.

De graves présomptions pèsent en effet sur le chauffeur Vlachos, dans la chambre duquel il a été trouvé, ce matin, un pantalon fraîchement lavé sur lequel on remarque des tâches suspectes.

Ce pantalon était porté par Vlachos le jour où on suppose que le crime a été commis. Un billet de banque ensanglanté a également été découvert.

Vlachos nie toujours énergiquement.

Comme on lui demandait d'où provenaient les tâches de sang relevées sur ses vêtements, il a prétendu qu'il s'était blessé à la main, dimanche, en réparant l'automobile de son maître.

On procède à des vérifications, afin d'établir le bien-fondé des allégations du chauffeur.

LES EPOUX DRAYCOTT

La victime de cet horrible drame est une dame russe mariée, on le sait, à un chimiste anglais, M. Draycott. Le pavillon qu'ils habitent, 62, rue de l'Est, s'élève au milieu d'un petit jardin.

Le mari est originaire de Chypre. Chimiste, il serait l'inventeur d'un sérum contre la fièvre aphteuse, sérum qu'il fabrique dans le laboratoire établi au fond du jardin de la villa. M. Draycott est, de plus, un amateur d'art, et il s'occupe de la vente de tableaux.

Sa femme, née Daddige, est originaire de Grodno (Russie). Elle est âgée de 35 ans.

M. et Mme Draycott qui, jusqu'ici, paraissaient jouir d'une certaine aisance, ont, depuis peu, réduit leur train de maison. Ils avaient cependant encore à leur service le chauffeur Nicolas Vlachos, et un vieux ménage, M. et Mme Stalio, qui servent de concierge et dont l'habitation est attenante au garage d'automobile, dans des dépendances contiguës au laboratoire.

Deux jours avant Noël, M. Draycott était parti célébrer la fête de Christmas en Angleterre. Il devait profiter de son voyage pour traiter quelques affaires et notamment la vente de tableaux. Le chimiste serait en effet possesseur de très nombreuses toiles de l'école espagnole. Les murs de son salon en sont garnis à profusion.

Depuis l'absence de son mari, Mme Draycott ne sortait pas de chez elle. D'une nature indolente, elle occupait ses jours allongée sur un canapé, un livre en main, à fumer des cigarettes.

Un thé léger et quelques gâteaux constituaient presque son unique alimentation.

L'ASSASSIN PRÉSUMÉ

Le chauffeur Nicolas Vlachos est âgé de 29 ans. Il n'était à Paris que depuis quelques mois, venant du Caire où il travaillait antérieurement. Marié à une institutrice, libre, il dans depuis le 20 décembre dans un hôtel, 26, rue de l'Est, à Boulogne-sur-Seine, à quelques mètres du domicile de ses patrons. Sa femme est actuellement partie pour la Corse où elle passe les vacances du nouvel an.

Vlachos prend ses repas chez ses logeurs.

Le soir du samedi où fut assassinée sa patronne, on ne le vit pas. Il rentra dans la nuit, entre 23 h. et 1 h. du matin.

Avant d'habiter à cette adresse, Vlachos et sa femme logeaient depuis deux mois, 5, passage Legendre, dans un garni. Vlachos, qui ne travaillait plus depuis un certain temps, aurait contracté une légère dette envers son hôtelier. Il s'en acquitta peu après son entrée au service de M. et Mme Draycott.

C'est pour se rapprocher de ses patrons qu'il quitta le passage Legendre. Lundi dernier, il vint chercher les objets lui appartenant, avec l'automobile de ses patrons. Mme Draycott l'accompagnait. Comme elle demeurait dans la voiture, le chauffeur dit à sa logeuse :

— Je suis avec ma patronne. Elle est très riche. Ah! si vous aviez sa fortune, vous n'auriez plus besoin de tenir un hôtel.

LE PROJET D'AMNISTIE

Paris, 3 janvier. — Plusieurs journaux croient savoir que le projet d'amnistie, élaboré par le Gouvernement, est conçu dans l'esprit le plus généreux et qu'il est de nature à donner satisfaction à ceux qui ont intercédé en faveur des marins de la mer Noire.

Le général Gouraud à la tombe du soldat inconnu

Paris, 3 janvier. — Le général Gouraud, haut commissaire de la République française en Syrie et au Liban, s'est rendu, accompagné de son officier d'ordonnance, sur la tombe du soldat inconnu et y a déposé une superbe couronne.

Le général a prononcé une brève allocution, montrant le sens symbolique de l'hommage universel rendu au héros. Il a dit ensuite l'affection de la France pour les Syriens et les Libanais.

Bedisk Bey, ministre de la Justice de l'Etat de Damas, ainsi que de nombreuses personnalités de la colonie syrienne, assistaient à cette cérémonie.

Un curieux engin de défense côtière en Italie

Londres, 3 janvier. — Le « Daily Mail » annonce que les autorités maritimes italiennes sont en train d'expérimenter un curieux engin de défense côtière, qui est une combinaison de la torpille, de l'hydroplane et de l'aéroplane. L'appareil, tel qu'il est construit, est mu par un puissant moteur d'avion qui actionne une hélice; il est soutenu par un flotteur d'hydravion qui glisse à la surface de l'eau avec une vitesse prodigieuse. Pour les besoins de la guerre moderne, on a l'intention de donner à cet engin la forme d'une torpille portant une très lourde charge d'explosifs. Conduite au large par un unique pilote, cette torpille de surface serait dirigée par lui après un pointage rigoureux, vers le navire ennemi qui, parmi les autres, offrirait le meilleur objectif.

Le pilote abandonnerait sa machine à la dernière minute, restant maintenu à la surface de la mer par une bouée spéciale; il s'éloignerait à la nage vers le rivage et un petit canot automobile se tiendrait dans les parages pour le recueillir.

QUI SERA ROI EN ALBANIE ?

Paris, 3 janvier. — On mande de Belgrade :

« Le journal officieux « Vrème », de Belgrade, est informé par son correspondant d'Albanie que la question de l'élection du Roi préoccupe l'opinion albanaise.

» Un grand nombre de partisans mènent campagne en faveur du prince Cyrille, fils de l'ancien roi Ferdinand de Bulgarie. »

LANDRU CHEZ TOUS LES PEUPLES

Comment les tribunaux allemands utilisent les pièces à convictions

En moins de huit jours, nous apprenons qu'il y a un Landru suisse, un Landru anglais et un Landru allemand! Tout homme qui tue une femme ou deux est immédiatement appelé Landru. Que pense de cette gloire internationale le condamné à mort de la prison de Versailles? Tous les pays civilisés veulent aujourd'hui avoir leur Landru: on pourra traiter cette question à la Société des Nations.

Genève, en effet, possède un nommé Muller, marié et père de famille, qui avait promis le mariage à une veuve. Il s'empara de ses meubles, les vendit, puis invita la veuve et sa fille à dîner; il tua l'une à coups de revolver et étrangla l'autre. On vient de l'arrêter, après l'avoir baptisé Landru.

La police anglaise, elle, fut moins heureuse: elle ne tient pas encore « son » Landru. C'est un homme qui recrute des domestiques sans emploi, leur donne rendez-vous dans une gare où les attend une automobile; de là il les emmène dans les champs et les égorge. On retrouve les cadavres, mais non pas l'assassin. Cependant la police anglaise procède comme Sherlock Holmes, elle sait déjà que l'auto a des pneus Dunlop, et que le crime a été commis un jour de pluie, car la trace des pneus est imprimée dans la boue. C'est peu de chose, mais les policiers sont très contents, ils ont une piste, et une belle affaire.

Le Landru de Berlin a été condamné à mort la semaine dernière. C'est un personnage bien singulier. Il s'appelait Grupen. Ancien ouvrier, il avait été soldat pendant la guerre, et avait perdu un bras à Verdun. Devenu grand blessé, il s'était mis à travailler l'architecture, et avait ouvert un cabinet d'architecte.

Le mutilé plaisait aux femmes; une veuve riche, qui avait une fille et une nièce, devint amoureuse de Grupen, et l'épousa. Les débats ont révélé qu'il avait un extraordinaire pouvoir de séduction; aucune femme ne résistait à l'intensité de son regard. Il les hypnotisait, et elle devenaient sa proie. Il fallut que la Cour prononçât le huis-clos pour juger ses débauches.

Mais Grupen était aussi un assassin. Un jour, on trouva sa belle-fille, Ursula Schade, âgée de douze ans, et la nièce de sa femme, Dorothée Rohrbeck, tuées, chacune d'une balle de revolver dans la tête. Crime ou suicide? En tout cas, Grupen héritait. Tout d'abord, on crut à un suicide. Près des cadavres on ramassa une lettre, écrite par l'enfant de douze ans : « Je tue Dorothée et je me tue! »

Pourquoi avoir voulu mourir à cet âge? La lettre cependant avait bien été écrite par l'enfant. Mais les médecins légistes déclarèrent après avoir examiné les blessures que le suicide était impossible.

L'enquête aboutit à la culpabilité de Grupen qui avait, sous l'influence du sommeil hypnotique, dicté cette lettre à l'enfant. Des médecins sont venus à la barre affirmer qu'une telle influence était possible.

Grupen cependant niait. Il avait, paraît-il, comme Landru, d'insolentes réponses. Mais il n'était point pourtant de la trempe de « notre » Landru qui restait impassible devant les ossements calcinés de ses victimes. Grupen, un moment se troubla à l'audience. Ce fut le jour où apparurent les experts. Les médecins légistes avaient fabriqué deux mannequins qu'ils avaient habillés avec les vêtements des cadavres, et à la place de la tête, ils avaient ajusté les crânes des deux victimes pour montrer aux jurés la direction des coups de feu tirés.

Ce fut dans le prétoire un moment dramatique lorsqu'on vit apparaître ces marionnettes humaines avec des crânes sinistres troués de balles. Cette scène macabre d'un tribunal allemand, cette évocation de Coppélius, eût ravi Hofmann. Grupen se troubla devant ces pantins tragiques, et dès lors il fut perdu. On le condamna à la peine de mort pour assassinat, et à cinq ans de travaux forcés pour « immoralité ».

Ce procès fut, paraît-il, un grand événement berlinois. Le prétoire était rempli de femmes les plus élégantes; toutes les actrices de Berlin s'y donnèrent rendez-vous. Grupen fut le héros du jour ; toutes les femmes en étaient folles et auraient voulu se faire hypnotiser par lui. Toutes proclamaient son innocence; et dans sa cellule Grupen n'avait même pas le temps de décacheter son courrier, et de répondre aux innombrables demandes en mariage qu'il recevait tous les jours.

Les foules et les femmes sont partout les mêmes — et les assassins aussi.

G. C...

LA DISPARITION d'un employé des Régions libérées à Nancy

Nancy, 3 janvier. — On signale la disparition, à Nancy, dans des circonstances encore mystérieuses, de l'employé des régions libérées François Kern, âgé de 28 ans, mutilé de guerre, amputé du bras gauche. Kern quitta, dimanche soir, sa jeune femme, pour accompagner à la gare un de ses parents, qu'il quitta au moment où deux individus s'approchaient et liaient familièrement conversation avec lui. Depuis lors, on perd ses traces.

Sa femme dit que François Kern ne s'attardait jamais, qu'il possédait une très faible somme d'argent et qu'elle ne lui connaissait aucun ennemi capable d'exercer une vengeance.

Kern fut employé successivement dans les bureaux aux usines Solvay, à Dombasle, et aux aciéries de Pompey, où il est très connu du personnel. La police a ouvert une enquête.

L'ex-Kaiser ne se remarie pas

Le kronprinz était opposé à une nouvelle union

Doorn, 3 janvier. — Bien qu'il soit, aujourd'hui établi que l'ex-empereur n'épouse pas Mme de Rochow, on continue à s'entretenir.

En ce qui concerne l'exactitude du bruit qui avait pris naissance dans l'entourage de l'ex-empereur, deux versions circulent : la première est que Guillaume avait bien songé à s'unir à la veuve de l'ancien officier allemand, mais qu'il y a renoncé sur l'avis énergiquement exprimé par ses conseillers. Le voyage de son fils n'aurait d'ailleurs pas eu un autre motif.

La seconde prétend que jamais il n'a été question de cette union, que Mme de Rochow n'avait fait que passer au château de Doorn, où elle avait été présentée par une dame d'honneur.